

Pour l'Algérie

L'Algérie vit aujourd'hui un drame que Fellag — cet extraordinaire humoriste algérien — résume en quelques mots cinglants : *"Quand les autres peuples touchent le fond, ils remontent; nous les Algériens quand on en arrive là, on creuse. "*

A l'indignation que l'on ressent ici devant cette violence sauvage, erratique et sournoise, se mêlent des sentiments d'impuissance et de colère parce que rien de substantiel n'est tenté pour venir en aide au peuple algérien qui, de son côté, paraît absolument réfractaire à tout ce qui pourrait s'interpréter comme une quelconque forme d'ingérence extérieure. Comme si le moindre mot, le moindre geste, le moindre frémissement venu de France, d'Europe ou d'ailleurs n'était que la manifestation d'une inacceptable volonté d'immixtion dans les affaires intérieures du pays. Et pourtant il est nécessaire de dire notre profonde solidarité à l'égard du peuple algérien — dans toutes ses composantes — et de contribuer à ce que tout soit mis en œuvre pour mettre un terme à cette crise.

La difficulté tient au fait que cette situation est extrêmement compliquée et que, de surcroît, la rareté des informations fiables autorise toutes sortes d'interprétations qui la rendent encore plus opaque.

Avant que ce pays ne connaisse ces convulsions, la distribution des rôles était claire: une population tendue, impatiente et sans doute un peu incrédule, bien décidée à en finir avec un régime trop souvent prédateur, autoritaire et inefficace; des partis désireux d'investir, pour la première fois, un espace politique démocratique structuré par une nouvelle constitution et une législation établissant des libertés publiques fondamentales; une armée, désorientée par le choc de la révolte populaire de 1988, à la recherche d'une nouvelle stratégie pour reprendre en main un pouvoir qu'elle avait laissé un moment s'échapper.

A partir de janvier 1992, tout se complique et s'obscurcit.

Invoquant, de manière paradoxale, le vieux principe selon lequel il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté, un quarteron de généraux dénué de toute vision politique interrompt le processus électoral, déclare

l'état d'urgence et frustre ainsi brutalement des millions de gens qui avaient cru un moment que leur volonté allait être enfin respectée. Le FIS est privé de sa probable victoire puis aussitôt dissous tandis que ses militants, ses cadres et ses dirigeants sont jetés en prison.

La suite est connue. L'Algérie qui espérait enfin accéder à une véritable système démocratique bascule dans un insaisissable chaos où s'engloutissent tous les repères et tous les fragiles équilibres qui venaient à peine d'être ébauchés. Mohammed Boudiaf lui-même, appelé en catastrophe de son exil marocain, s'y perd à son tour de manière tragique.

Chacun est alors sommé de choisir entre les militaires qui ont opté pour la manière forte et les islamistes les plus radicaux. Quiconque n'est pas explicitement avec les uns est aussitôt réputé complice des autres. Position pénible pour tous les démocrates sincères désormais pris en tenaille entre l'autoritarisme des uns et le totalitarisme des autres. Dilemme d'autant plus inextricable qu'il ne s'agit pas d'un "simple" choix politique mais bien d'une question de vie ou de mort.

Dans de telles conditions, beaucoup se résignent, par défaut, à accepter l'armée, pour d'abord essayer de se protéger d'une violence fanatique qui rôde partout et peut surgir à tout instant pour abattre celui qui veut simplement rester lui-même.

Cette configuration imposée est particulièrement perverse parce qu'elle génère contradictions, faux-semblants et escamotages en tout genre que beaucoup ont exploités sans vergogne avec un cynisme glacial et tranchant, forgé dans le métal le plus dur. Dans ce contexte, en effet, de multiples questions pourtant essentielles sont évacuées pour ne laisser place qu'à une représentation dominante d'un affrontement sans merci entre la liberté et le fanatisme. Dès lors, tous les coups, même les plus ignobles, deviennent possibles puisque de toute façon ils sont masqués par la prégnance de cette perception manichéenne.

Est ainsi reléguée dans les coulisses de l'histoire la responsabilité du FLN "historique" dans l'énorme gâchis social, économique et humain des années 80 comme l'est aussi celle — pourtant écrasante — d'un pouvoir militaire depuis longtemps préoccupé d'abord par le partage de la rente pétrolière au profit de quelques-uns. De même sont camouflées les violations des droits de l'Homme commises depuis 1991 par les services d'un Etat pourtant censé protéger ses citoyens, sous-estimées les revendications d'une véritable démocratisation dont nul ne serait exclu — sauf évidemment ceux qui la rejettent par la violence —, négligées les aspirations à de profondes réformes économiques et sociales sans lesquelles la jeunesse algérienne serait pour longtemps privée d'avenir et, enfin, laissés dans l'ombre les agissements d'un certain nombre de personnages sans scrupules — au sein de l'appareil d'Etat comme dans la société civile — qui profitent du désarroi de leurs concitoyens pour s'enrichir et consolider leur pouvoir.

Si la lutte contre le fanatisme aveugle est absolument nécessaire, elle ne doit pas, pour autant, empêcher de poser ces graves questions qui forment la trame complexe de cette crise profonde.

Pour tenter de déchiffrer quelques-uns des fragments de cette histoire complexe, nous avons pensé que c'était aux Algériens de s'exprimer. C'est pourquoi nous avons demandé à des hommes et des femmes de ce pays de répondre à nos questions et de nous présenter leurs analyses. Avec le souci constant du pluralisme qui, depuis sa naissance, anime l'esprit de *Confluences*, nous avons donné la parole à des personnes de sensibilités différentes.

D'abord, à des journalistes parce que la question de la transparence et de l'accès à l'information est cruciale. Nadjia Bouzeghrane, journaliste à *El Watan* a donc enquêté sur place auprès de ses collègues pour mieux comprendre leurs conditions de travail et, plus largement, le statut de la presse algérienne.

Ensuite, à des responsables politiques de toutes les tendances pour qu'ils nous donnent leurs points de vue sur la violence et sur les formules politiques qui permettraient de dépasser cette situation de guerre civile. Le président du Conseil de la nation, le Premier ministre et plusieurs ministres ont accepté de répondre aux questions de Paul Balta qui fut pendant plusieurs années correspondant du journal *Le Monde* à Alger. Les responsables des grandes formations ont également accepté de nous recevoir; seuls le FLN et le FFS, pour différentes raisons, n'ont pas été en mesure de le faire. Pour l'ex-FIS, nous avons choisi de nous adresser au vice-président de l'instance exécutive à l'étranger.

Enfin, à des hommes et des femmes de la société civile — dont quelques-uns ont eu d'importantes responsabilités politiques — pour qu'ils nous disent, chacun selon son approche (d'historien, de sociologue, de psychologue, de politiste, d'écrivain...), comment ils interprètent ce drame et comment ils envisagent son dépassement.

La décision de donner ainsi *La parole aux Algériens* est pour nous une manière d'affirmer notre solidarité avec l'Algérie et de dire notre confiance en son avenir dès lors que, dans le cadre retrouvé d'une authentique démocratie, les droits de l'Homme et de la Femme seront définitivement consacrés.

Jean-Paul Chagnollaud

Printemps 1998